

RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF
PAYS: MADAGASCAR
TYPE DE RAPPORT: SEMESTRIEL, ANNUEL OU FINAL : Annuel
ANNEE DE RAPPORT: 2021

Titre du projet: Prévention de la violence, de la délinquance juvénile et de l'insécurité dans les régions de Diana et Sava du Nord de Madagascar											
Numéro Projet / MPTF Gateway: PRF 00119660											
Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire ("Trust fund"): <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire pays <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire régional Nom du fonds fiduciaire:	Type et nom d'agence récipiendaire: RUNO OIT (Agence coordinatrice) RUNO UNICEF RUNO UNFPA Veillez sélectionner Veillez sélectionner										
Date du premier transfert de fonds: 16/01/2020 Date de fin de projet: 16/01/2022 Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre? Oui											
Est-ce que le projet fait part d'une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF: <input type="checkbox"/> Initiative de promotion du genre <input type="checkbox"/> Initiative de promotion de la jeunesse <input type="checkbox"/> Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix) <input type="checkbox"/> Projet transfrontalier ou régional											
Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire): <table border="0"> <thead> <tr> <th align="left">Agence récipiendaire</th> <th align="left">Budget</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>OIT</td> <td>\$ 570 096.00</td> </tr> <tr> <td>UNICEF</td> <td>\$ 464 915.00</td> </tr> <tr> <td>UNFPA</td> <td>\$ 464 915.00</td> </tr> <tr> <td>Total:</td> <td>\$ 1 499 926.00</td> </tr> </tbody> </table> Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget TOTAL du projet: 50% *JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES*		Agence récipiendaire	Budget	OIT	\$ 570 096.00	UNICEF	\$ 464 915.00	UNFPA	\$ 464 915.00	Total:	\$ 1 499 926.00
Agence récipiendaire	Budget										
OIT	\$ 570 096.00										
UNICEF	\$ 464 915.00										
UNFPA	\$ 464 915.00										
Total:	\$ 1 499 926.00										
Budgetisation sensible au genre: Indiquez le montant (\$) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l'égalité des sexes ou à l'autonomisation des femmes: 334 375.00 (soit 22,29%) Indiquez le montant (\$) du budget dépensé jusqu'à maintenant pour les activités dédiées à l'égalité des sexes ou à l'autonomisation des femmes: 200 625											
Marquer de genre du projet: GM1 Marquer de risque du projet: Faible Domaine de priorité de l'intervention PBF (« PBF focus area »): (2.3) Prévention/gestion des conflits											

Préparation du rapport:

Rapport préparé par: Ndremana Philémon, Coordonnateur National du projet

Rapport approuvé par: Dr Coffi Agossou, Directeur du Bureau Pays de l'OIT pour les Comores, Madagascar, Maurice et les Seychelles

Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport: Oui

NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:

- Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.
- Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.
- Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.
- Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.
- Veuillez inclure des considérations, ajustements et résultats liés au COVID-19 et répondez à la section IV.

Partie 1 : Progrès global du projet

Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.) (limite de 1500 caractères):

Le projet est en pleine phase de mise en œuvre des activités prévues en impliquant les parties prenantes et l'équipe technique du projet. Le projet bénéficie du soutien des autorités locales et des CAP¹ qui a facilité la conduite des activités. Les activités de lutte contre la corruption ont été conduites avec la mise en place des structures anti-corruption.

Les plateformes d'échanges entre les structures et les acteurs intervenant dans la prévention et les réponses à de la violence dans les communautés sont mises en place et opérationnelles. Le mécanisme de dialogue et de partenariat pour capitaliser et promouvoir la collaboration entre les comités de vigilance et les forces de la sécurité a été établi. Les six communes d'intervention sont ainsi dotées de plans d'actions communautaires ou plans locaux de sécurité et de prévention de délinquance juvénile et de l'insécurité. Des séries de dialogue social inclusif sur les questions clés de la filière vanille ainsi que des dialogues intergénérationnels pour la valorisation et la participation des jeunes ont été menés avec l'intensification des activités de formation, de dialogue communautaire et de sensibilisation. Des réunions de coordination pour la mise en place d'un système de référencement des gens ayant besoin de recours ou de signalement ont été organisées avec la dissémination de l'étude sur le phénomène « foroche ».

Les formations professionnelles au profit de 411 jeunesse déroulent dans les deux régions de ciblage et les impacts de ces formations aux niveaux des apprenants et de leurs communautés sont de plus en plus ressentis. Les mesures de liberté surveillée et au profit des mineurs en conflit avec la loi sont lancées ainsi qu'un appui psychosocial en intramuros pour les mineurs détenus et un suivi post carcéral est offert.

Veillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films (limite de 1000 caractères):

- *Multiplication des initiatives des jeunes en faveur de la paix et de leur engagement.*
- *Renforcements de capacités et mobilisation des associations locales de jeunes.*

¹ Comité d'Appui au Projet au niveau régional

- *Appui technique et financier pour la mise en œuvre des activités à base communautaire du plan local de sécurité.*
- *Appui à l'amélioration de l'employabilité des jeunes.*
- *Renforcement du dynamisme des conseils nationaux et régionaux de la vanille.*
- *Mobilisation communautaire sur les thématiques clés liées à la protection des jeunes et l'instauration de la paix à travers la mobilisation des associations de jeunes et les influenceurs locaux.*
- *Mise en place et opérationnalisation du comité Ad Hoc du dialogue social élargi*
- *Volonté de la justice concrétisée par l'application des mesures alternatives à la détention et d'appui aux réseaux de protection de l'enfant et aux structures anti-corruption.*
- *Formations activités lifeskills des jeunes y compris au profit des jeunes détenus et des enfants en conflit avec la loi*
- *Renforcement des capacités des FDS*
- *Poursuite des dialogues intergénérationnels entre les jeunes et les acteurs clés de la filière vanille.*
- *Conduite de l'évaluation finale du Projet.*

POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :

Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a approuvé. Ceci n'est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l'objectif principal du projet. (limite de 1500 caractères):

Changement structurel:

La mise en place du comité de dialogue social multi acteurs et les structures anti-corruption dans le secteur de la vanille dans un contexte où les concurrences déloyales règnent est un indice de grand changement dans la résolution des conflits générés par la filière vanille. A l'issue de ces dialogues, les participants se sont rendu compte qu'il faut une structure plus élargie pour discuter des questions préoccupantes sur le secteur vanille afin que l'on puisse préserver les intérêts de chacun. L'intégration des thématiques de consolidation de la paix dans les activités prioritaires de la région de la SAVA est un signe fort de l'engagement des autorités locales à pérenniser les acquis.

Changement institutionnel

La Région de la SAVA a pris des actions conjointes et complémentaires avec le projet : Il s'agit de doter les comités villageois de sécurité de 11 000 mètres de tissu pour confectionner de tenue pour les distinguer de l'ensemble de la population et surtout pour les motiver. Les Communes ont conduit également des processus pour le développement des Plans Locaux de Sécurité intégrés dans leur plan de développement local. La baisse du vol de la vanille sur pieds est attribuée, surtout, à la mise en pratique effective de ces deux mesures.

D'autres changements institutionnels, l'on note des décisions prises par trois communes d'intervention, à offrir un terrain pour construire un centre de formation professionnelle et de maison des jeunes. Le Conseil communal de la Commune rurale d'AmbohimenaAmbanja a aussi pris une délibération consistant à octroyer 100 lianes de vanille aux jeunes faisant preuve de volonté à planter de la vanille.

L'application des mesures alternatives à la détention des ECL constitue également un signe visible du changement institutionnel par rapport application à la politique pénale sur la vanille.

Changement sociétal:

La sécurité dans les communes d'intervention, surtout dans les communes rurales où les mesures prises telles que le contrôle de mouvement de la population, la réglementation de circulation dans les périmètres de plantation, le marché contrôlé ont été appliquées de façon exhaustive. La baisse du prix de la vanille et le renforcement des mesures de sécurité constituent les principaux facteurs qui expliquent l'amélioration de la situation de sécurité.

On a observé une baisse de vol de vanille dans les communes d'intervention. Le nombre d'infractions liées au vol de vanille est passé de 714 en 2019 à 376 en 2021 soit une baisse de plus de 50% dans la région de la SAVA selon les données recueillies au niveau de la Direction régionale de l'administration pénitentiaire. Les registres de cas au niveau des communes d'intervention offrent aussi des données illustrant cette baisse.

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires ou des weblinks à la communication stratégique publiée. (limité de 2000 caractères):

Des changements individuels sont aussi observés à travers les témoignages des jeunes bénéficiaires du Projet et les autorités locales. Ci-après les témoignages des bénéficiaires du projet :

- Monsieur l'Adjoint au Maire de la commune rurale de Bemanevika, NYSA Claude : *« Nous constatons déjà des changements suite au projet. Si avant les jeunes se ressemblent tous les soirs assis sur la stèle pour fumer de la drogue, aujourd'hui nous ne voyons plus des jeunes fainéants en train de fumer, ni de se réunir tard le soir après nombreux passages de l'équipe de TKI. J'ose vous dire que le cas de la délinquance et violence dans notre commune a beaucoup diminué comparé à la situation avant le projet. Si en 2020 nous avons reçu 83 cas de doléances sur l'insécurité et délinquance dans la commune, en 2021 nous n'avons que 28 cas et comparé à 2020 nous constatons une baisse. Je vous encourage à continuer et nous sommes toujours prêts pour la collaboration »*
- Fernando, laveur d'auto et chauffeur de Taxi bajaj, jeune à risque d'AmbodisatranaSambava : *« C'est ma première participation à des séances de formation, mais je suis convaincu que cette formation m'ouvrira une nouvelle porte pour changer ma vie en meilleure, c'est pour cela que j'ai insisté pour pouvoir participer et venir ici, je sais que j'apprendrai des nouvelles bonnes choses pour rajouter à ma petite connaissance »*
- Cynthia, Jeune mère célibataire (Ambodisatrana-Sambava) disait : *« C'était une formation bien pensée et bien organisée du fait de sa non-discrimination sur la sélection des participants. J'avais peur de ne pas être reçue une fois sur place parce que je suis une fille qui a les cheveux courts, qui fume, ayant des tatouages sur diverses parties de mon corps, j'ai du piercing au nez. Je suis contente car j'ai été acceptée comme je suis durant la formation et j'ai beaucoup appris. »*
- Maire de la Commune Rurale d'Amphohibe : *« les formations professionnelles ciblant les jeunes à risques constituent un moyen efficace pour lutter contre l'insécurité chez nous. Depuis que ces jeunes sont en formation, nous avons*

constaté que les problèmes de délinquances ont diminué chez nous. La sensibilisation permanente à travers le point d'écoute y a aussi contribué.

Partie II: Progrès par Résultat du projet

Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.

- *“On track” – il s’agit de l’achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;*
- *“On trackwithpeacebuildingresults” -fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.*

Si votre projet a plus de quatre Résultats, contactez PBSO (Bureau d’Appui à la Consolidation de la Paix) pour la modification de ce canevas.

Résultat 1:A la fin du projet, les décisions autour de la chaîne d’approvisionnement de la filière vanille et les enjeux de la violence et de l’insécurité y afférents sont prises d’une manière concertée et inclusive

*Veillez évaluer l’état actuel des progrès du résultat: **on track***

Resumé de progrès:(Limite de 3000 caractères)

Le processus de dialogue social inclusif sur les questions clés de la filière vanille a été instauré à travers la tenue des séries de dialogue social par groupes de bénéficiaires (employés et planteurs, employeurs, société civile, autorités locales et les jeunes). Deux ateliers de plaidoyer avec la participation des acteurs locaux à SAVA ont été tenus en vue de plaidoyer pour la révision de la politique pénale de la vanille.

La cartographie des acteurs a été réalisée et les besoins ont été identifiés ce qui a permis de cibler les participants aux séances de renforcement des capacités des structures et groupes d’acteurs clefs pour une meilleure inclusion. La plupart des institutions identifiées ont intégré les plateformes qui sont mises en place pour lutter contre la délinquance juvénile.

En ce qui concerne les interventions pour soutenir la lutte anti-corruption, les Forces de Défense et de Sécurité (FDS), les fonctionnaires des Tribunaux de Première Instance de Diégo et d’Antalaha ainsi que les responsables communaux ont participé à des séances de renforcement des capacités en matière de lutte contre la corruption et la bonne gouvernance avec la mise en place des structures anti-corruption (STAC) au sein de ces différentes structures étatiques des districts d’intervention. Cette structure a été fort appréciée par la population d’après les témoignages reçus et ce avec l’ouverture de l’antenne de BIANCO à Sambava.

Les actions de renforcement de capacités des FDS à prévenir, traiter et maîtriser les cas de violence impliquant les enfants en tant que auteurs seront aussi effectuées en vue de les appuyer pour renforcer leur contrôle dans les points de passage de la vanille volée (Sava). Un renforcement de collaboration entre les comités de vigilance et les forces de sécurité a été constaté à travers la mise en place des postes fixes et des barrages co-assurés par les forces de sécurité et les comités de vigilance ; les missions conjointes de sécurisation et de contrôles dans les communes et les formations en sécurité publique en faveur des comités de vigilance par les forces de sécurité.

Des échanges et réflexions sur les mesures alternatives à la détention avec les entités concernées ont été effectués dans le cadre de préparation du plaidoyer auprès des autorités nationales pour l'application de ces mesures.

Les six communes urbaines et rurales d'intervention sont dotées de plans d'actions communautaires ou plans locaux de sécurité dans les secteurs de la vanille. Chaque plan local de sécurité est constitué d'une fiche de présentation de la commune, de la vision et des objectifs, des réalisations, des acteurs et des partenaires potentiels, du plan d'action et les conditions de réussite.

Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:(Limite de 1000 caractères)

La prise en compte du genre a été respectée dans le cadre du projet comme approche d'intervention prioritaire. Cela se traduit par l'attention accordée à la parité entre les jeunes femmes et les jeunes hommes dans les activités. Pour les ateliers d'élaboration des plans locaux de sécurité et les dialogues sociaux, la parité du genre a été considérée comme critère de sélection des participants qui doivent représenter les groupes d'acteurs (groupes de bénéficiaires et/ou associations de jeunesse et les organisations de la société civile).

Le respect de l'approche genre est systématiquement mentionné, détaillé et spécifié dans les termes de référence de toutes les activités. La participation des femmes aux dialogues communautaires au même titre que des hommes est une condition impérative à l'organisation de ces dialogues.

Résultat 2: Une meilleure collaboration entre les communautés et les forces de défense et de sécurité dans la prévention de la violence dans le secteur de la vanille est instaurée

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat: **on track**

Resumé de progrès:(Limite de 3000 caractères)

Deux plateformes d'échanges ont été mises en place dans les deux régions. Il s'agit de : Koroaben'i Diana pour la Région Diana et Sava Fitrahôfagna pour la Région Sava. Ils ont constitué des mécanismes d'échange d'information, de connaissances et de pratiques réussies et ont dynamisé le réseautage et les échanges entre les parties prenantes.

Des séances de concertation ont été aussi menées avec les acteurs clés pour l'évaluation de l'application de convention collective de sécurité (Dinam-paritra) en vue de s'assurer de son effectivité sur terrain. Ces discussions avec les responsables au niveau de la Région de SAVA

et du district d'Ambanja ont montré que le Dina a eu beaucoup de difficulté à s'imposer comme outils de prévention et de gestion de conflit au niveau communautaire. La reprise de formation pour les nouveaux responsables communaux (Maires, chefs fokontany..) s'impose.

Les femmes et les jeunes issus des associations ont été formés en leadership et approche Terrain d'Entente et l'élaboration des plans d'action pour la prévention et les réponses à la violence au sein des communautés à Diégo et à Sambava. Il a été noté après ces interventions une multiplication des initiatives de gestion de conflit communautaire prises par les jeunes et ils sont de plus en plus sollicités par les FDS à collaborer avec eux.

Les points d'écoutes sont opérationnels. Ils produisent et diffusent de façon régulière des microprogrammes de sensibilisation « Communauté en paix » et des spots radios « vivre ensemble et en paix » et le « respect mutuel dans la communauté ».

Des formations en communication interpersonnelle et technique de sensibilisation, de l'orientation de professionnels médias ainsi que des formations des jeunes agents de la paix (YouthPeaceBuilders) ont été réalisées dans la région Diana.). Suite à ces renforcements de capacités, des interventions de sensibilisation médiatique des jeunes dans la lutte contre la délinquance juvénile dans la région Diana notamment la production de théâtres radiophoniques, interviews et des émissions radios thématiques sur la participation des jeunes dans la paix sociale, l'éducation citoyenne ont été réalisées ; les activités ont bénéficié de plus en plus de couverture médiatique eEt les jeunes se sentent en confiance et outillés pour défendre leurs points de vues et partager leurs visions avec les responsables locaux.

Avec la mise en place de l'outil U-report les aspirations des jeunes sur leurs préoccupations premières et dans le cadre du projet ont été collectées et les jeunes participent aux sondages et enquêtes thématiques sur la consolidation de la paix dans les régions Nord.

Des matériels et équipements ont été acquis, acheminés et remis officiellement à la Maison des Jeunes de Diégo, lesquels ont permis d'augmenter le taux de fréquentation du centre par les jeunes.

Les activités d'animations communautaires, le développement d'outils de visibilité et la célébration de la Journée internationale de la Paix ont renforcé l'engagement et la participation des jeunes pour la paix dans les régions d'intervention et ont renforcé la visibilité du Projet. Le dialogue intergénérationnel réalisé à Diana a permis d'une part d'instaurer les échanges entre les jeunes les autorités locales et les forces de sécurité pour une meilleure compréhension de la situation.

Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:(Limite de 1000 caractères)

L'égalité entre les sexes se trouve au cœur du projet. Des considérations liées au genre sont posées dans toutes les activités à entreprendre, que ce soit la formation ou les activités de mobilisation des jeunes. Les responsables des activités veillent toujours à respecter la parité homme-femme comme participants. Les jeunes reporters, les YouthPeaceBuilders, les jeunes pairs éducateurs sont à parité égale lors de leur recrutement.

Les activités au niveau communautaire ciblent les femmes et les hommes de manière égale. Pour les activités de renforcement de capacités et de l'autonomisation des femmes et des filles, une discrimination positive en faveur des femmes a été adoptée. Il s'agit notamment des activités d'appui aux associations de femmes et de jeunes. Mais dans les activités rendant l'autonomisation des jeunes filles comme lors de la célébration de la journée

internationale de filles, les garçons sont aussi invités et sont fortement présents à soutenir la masculinité responsable.

Résultat 3: A la fin du Projet, les jeunes vulnérables et à risque de s'engager dans la criminalité et violence liée à la filière vanille ont une résilience renforcée

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat: **on track**

Resumé de progrès: (Limite de 3000 caractères)

L'étude anthropologique sur le phénomène « Foroche » (groupe des jeunes à risque de délinquance), ses manifestations actuelles, ses mutations et son flux migratoire a été réalisée dans les 6 localités d'intervention du projet et les résultats sont disponibles. La prise en main de ces jeunes et leur encadrement continue sont les recommandations de base formulées par l'étude outre les mesures institutionnelles. Les anciens « foroches » dont ceux qui ont bénéficié des actions du projet ont accepté de collaborer avec le projet. Des dialogues avec les jeunes dans les quartiers avec les « groupes des jeunes à risque de délinquance » ont été tenus.

Les dispositifs d'appui aux jeunes et le Conseil Communal de la Jeunesse à Sambava ont été redynamisés. Ainsi la Maison des Jeunes d'Antsiranana a été réhabilitée et des actions de sensibilisation des jeunes sur les différentes thématiques incluant la consolidation de la paix y ont été menées.

Des initiatives de prévention des conflits, de violence et de délinquance juvénile se multiplient. En effet, des actions de collaboration communautaires pour la prévention de l'insécurité et de consolidation de la paix ont été initiées par des jeunes formés dans le cadre du projet: ces jeunes ont organisé une activité communautaire mobilisatrice qui consiste à remblayer 2 rues du fokontany d'Ambalamanasy Antanifotsy II de Sambava. Cette initiative a contribué à la baisse notable de la violence et de l'insécurité dans le quartier et les habitants de ce fokontany peuvent dorénavant être desservis par les taxis jaunes (BAJAJ) en toute sécurité.

Des réunions de coordination avec l'Administration Pénitentiaire et les parties prenantes en milieu carcéral ont été organisées. Les activités d'accompagnement psychosocial pour les enfants en conflit avec la loi et leurs familles sont mises en œuvre, il s'agit de formation des jeunes (à risque, en conflit avec la loi, jeunes.) sur l'approche terrain d'entente, le mini-projet collaboratif dans les deux régions. Quatre formations des YouthPeaceBuilders ont été réalisées respectivement deux formations sur « consolidation de la paix à travers des dialogues communautaires » et deux autres formations sur « l'éducation à la paix et le leadership avec l'approche Life Skills est en train de se tenir au moment de la préparation du présent rapport (25-29 octobre).

La prise en charge des enfants en conflit avec la loi du quartier de mineurs à la Maison Centrale d'Antalaha continue à être assurée en collaboration avec l'ONG Grandir Dignement. La liberté surveillée est prononcée par le juge des enfants d'Antalaha (7 mesures dans la période du rapport). L'appui et accompagnement post carcéral des enfants sont assurés par les éducateurs et les intervenants sociaux.

Actuellement 146 jeunes à risque dont 5 enfants en conflit avec la loi suivent une formation professionnelle en partenariat avec SECREN et Alliance Française à Diégo. Les résultats obtenus par les jeunes détenus sont encourageants. Les apprenants ont eu plusieurs réalisations concrètes à l'issue des six mois de formation : cent kilo de légumineux, six cent tuteurs et six cent lianes de vanille plantés ; un bureau construits, 50 réchauds fabriqués. Des

kits de démarrage de projets ont été octroyés aux jeunes qui ont complété leurs formations. Les jeunes affirment que pour stabiliser la paix, les jeunes devront avoir des qualifications professionnelles pour trouver du travail. Ils sont de plus en plus demandeurs de ces types de formation.

Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:(Limite de 1000 caractères)

L'appui apporté aux jeunes en conflit avec la loi est apporté aussi bien aux jeunes filles qu'aux garçons en termes d'équité, les jeunes filles détenues ont bénéficié d'appui alimentaire, de soins médicaux et psychosociaux. Un plaidoyer auprès du juge des enfants pour mettre fin à la détention d'une fille enceinte a pu aboutir. Une attention particulière est accordée par le projet aux filles très vulnérables comme les filles enceintes ou accompagnées de leurs enfants en prison. Le projet a néanmoins touché plus de garçons, comme la plupart des enfants en conflit avec la loi et en détention sont des garçons.

Les formations professionnelles sont ouvertes sans discrimination aux filles et aux garçons même si certaines filières attirent beaucoup plus les filles que d'autres, comme les filières de la culture maraichère, l'aviculture, l'informatique et le renforcement linguistique.

Les branches telles que maçonnerie, menuiserie bois, électromécanique, tuyauterie attirent plus les garçons. Ce résultat est entièrement focalisé sur les besoins des jeunes.

Partie III:Questions transversales

<p>Suivi:Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 1000 caractères)</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Trois réunions du Comité technique du projet</i> - <i>Réunion du Comité de Pilotage</i> - <i>Mission du Secrétariat du PBF à SAVA</i> - <i>Mission de l'équipe du Comité technique du projet dans le district d'Antalaha et de Sambava</i> - <i>Mission des conseillers techniques de la primature au nom du Comité de pilotage.</i> - <i>Tenue de quatre réunions du Comité d'Appui au Projet pour SAVA et trois réunions pour Diana</i> - <i>Réunion conjointe des membres des</i> 	<p>Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence?Oui</p> <p>Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires?Oui</p>
--	---



<p><i>comités d'appui au projet (CAP pour la Sava et CRAP pour Diana)</i></p> <ul style="list-style-type: none">- <i>Tenue de trois réunions de coordination pour les intervenants du Projet à Antalaha notamment pour les interventions en milieu carcéral;</i>- <i>Participation de l'équipe du projet à l'atelier de priorisation des ODD pour la région de SAVA</i>- <i>Missions de terrain fait par les techniciens et responsables des différentes agences du projet</i>- <i>Soumission des rapports par les partenaires de mise en œuvre</i>	
<p><u>Evaluation:</u> Est-ce qu'un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport? Non</p>	<p>Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire):</p> <p>Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l'évaluation (Limite de 1500 caractères):</p> <p><i>Une évaluation finale du projet est prévue. Il s'agit d'une évaluation externe qui est prévue avant la fin du projet pour rendre des comptes au PBSO et bien plus encore pour apprendre des expériences acquises et à capitaliser. C'est pour vérifier si les objectifs définis sont atteints et quels effets sont visibles à la fin de la mise en œuvre. Si l'extension du projet se confirme, l'évaluation sera prévue et budgétisée dans le plan de travail pour 2022 et le processus sera entamé dès le début du mois de janvier 2022.</i></p> <p><i>Les Termes de référence et le lancement d'appel d'offre seront convenus avec le Secrétariat du PBF Madagascar avec l'implication des toutes les agences de mise en œuvre du projet.</i></p> <p><i>L'équipe du projet se préparent déjà pour les documents et informations qui seront mis à disposition des évaluateurs ainsi que pour les questions logistiques telles que besoin de l'aide en matière de transport, de prise de rendez-vous et de communication etc...</i></p>
<p><u>Effets catalytiques (financiers):</u> Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet. (veuillez déclarer uniquement les NOUVELLES</p>	<p>Nom de donateur: Montant (\$):</p>

financements depuis le dernier cycle de rapport)	
<p>Autre: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p><i>Le Comité de pilotage du projet (COPIL) s'est réuni en fin mai 2021 et a pris quelques recommandations sur le Projet. La révision du document du projet a été adoptée mais cette version n'a pas été encore signée. La demande d'extension sans coût additionnel a été aussi formulée mais le COPIL a décidé de statuer sur cette requête lors de sa réunion extraordinaire qui devrait se tenir fin septembre mais qui n'a pas pu avoir lieu.</i></p> <p><i>Suite aux demandes reçues lors des activités de sensibilisation et de dialogue communautaire, et afin d'assurer une participation active de la population aux actions, les thèmes qui les intéressent et ayant d'impacts sur la vie de la communauté doivent être abordés. La grossesse précoce chez les adolescentes et la toxicomanie, le manque de communication avec les parents font partie des problèmes majeurs des jeunes dans la communauté. C'est pourquoi la santé sexuelle et reproductive des adolescents et des jeunes avec un volet éducation parentale a été intégré parmi les thèmes abordés durant les animations communautaires</i></p> <p><i>Les organisations des jeunes bénéficiaires de ce projet manifestent un besoin en renforcement de capacités techniques (gestion d'organisation, financières, santé sexuelle et de la reproduction des adolescents et des jeunes, et en management de projet) et aussi matériels pour les assurer la pérennisation du projet.</i></p>

Partie IV: COVID-19

Veillez répondre à ces questions si le projet a subi des ajustements financiers ou non-financiers en raison de la pandémie COVID-19.(veillez déclarer uniquement les NOUVELLES dépenses depuis le dernier cycle de rapport)

- 1) Ajustements financiers :Veillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés au COVID-19.

\$

Le projet n'a pas fait de réallocation de budget pour les activités de réponse à la Covid-19.

- 2) Ajustements non-financiers : Veuillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières.

Compte-tenu des déclarations du président de la république dans le contexte lié à la propagation du Covid 19 dans les zones d'intervention, ainsi que des décisions prises par les autorités des régions Diana et SAVA sur l'interdiction de toute réunion ou attroupement de plus de 100 personnes au début, puis 50 personnes avec la suspension de toute activité sportive et culturelle, l'équipe de mise en œuvre du projet s'est concertée pour trouver la meilleure façon de continuer les activités du projet tout en respectant ces mesures et dispositions prises en adoptant une stratégie d'intervention hybride (présentielle et/ou en ligne) suivant le type d'activité.

Le projet a donc contribué à la réponse au Covid-19 à travers les activités de renforcement des mesures édictées par le Gouvernement pour prévenir la Covid 19. Il s'agit de (i) renforcement de gestes barrières port de masque, (ii) l'encouragement de la distanciation sociale ainsi que (iii) la pose de dispositif de lavage de main au bureau et à tous les endroits où se déroulent les activités du projet. Les messages et les gestes clés de prévention contre la covid-19 sont inclus dans les sessions de formation et les actions de sensibilisation.

- 3) Veuillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :

- Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication
- Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables
- Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières
- Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes
- Soutenir l'appel du SG au « cessez-le-feu mondial »
- Autres (veuillez préciser):

Le cas échéant, veuillez partager une histoire de réussite COVID-19 de ce projet (*i.e. comment les ajustements de ce projet ont fait une différence et ont contribué à une réponse positive à la pandémie / empêché les tensions ou la violence liées à la pandémie, etc.*)

Partie V : ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionner les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
Résultat 1 A la fin du projet, les décisions autour de la chaîne d'approvisionnement de la filière vanille et les enjeux de la violence et de l'insécurité y afférents sont prises d'une manière concertée et inclusive	Indicateur 1.1 Pourcentage des groupes d'acteurs des zones productrices de vanille ayant une perception positive des décisions prises dans le secteur (désagrégé par âge et sexe)	72 %	85%	1er Rapport -15 juin 2021 : Valeur de référence 2ème Rapport : 15 nov 202 : 80% 3ème Rapport : Fin du Projet :85%	80%	Cet indicateur est en évolution. Les représentants des groupes d'acteurs des d'intervention ont tenu des séries de pré dialogue social et ont conclu la nécessité de mettre en place un comité adhoc. Ce Comité adhoc de dialogue social vise à ce que les décisions autour de la vanille et les enjeux de la violence et de l'insécurité y afférents sont prises d'une manière concertée impliquant tous les acteurs. L'indicateur est certes collecté à partir de l'enquête sur l'évaluation finale du Projet, pourtant des activités contribuant à l'atteinte de ce résultat ont été menées.
Produit 1.1 L'implication de tous les groupes d'acteurs clés de la chaîne d'approvisionnement de vanille dans les structures de concertation est	Indicateur 1.1.1 Taux de participation des groupes d'acteurs clés de la chaîne d'approvisionnement de vanille dans les structures de prise de décision	31,2%	80%	Plus de 80%	80%	Les représentant des autorités locales, du patronat, des planteurs, des ONGs et des représentants des associations des jeunes identifiés dans la cartographie des acteurs sont membres, soit de la plateforme d'échanges dans les deux régions, soit membres du Comité Régional d'Appui au projet (CAP) pour la région de SAVA et Comité Régional d'Appui au projet (CRAP) pour DIANA, soit membres du comité ad hoc de



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
effective						dialogue social élargi.
	Indicateur 1.1.2 Pourcentage des acteurs clés ayant augmenté leur capacité en termes de gouvernance dans le secteur vanille pour une meilleure inclusion	56%	80%	2ème Rapport : 15 nov 202 : 75% 3ème Rapport : Fin du Projet : 80%	75%	Un atelier de sensibilisation de 50 acteurs clés dont autorité locales, les membres de la Société civile, Entrepreneurs dans le secteur de la vanille, Leaders religieux, a été organisé pour renforcer les compétences de ces acteurs en gouvernance, en dialogue social Les participants ont été identifiés à partir de cartographie des acteurs actuellement disponible.
Produit 1.2 Les institutions locales de lutte contre la corruption sont renforcées	Indicateur 1.2.1 Proportion des instances habilitées à recevoir des doléances pour des cas de corruption qui ont des mécanismes de doléances opérationnelles	33%	100%	1er Rapport -15 juin 2021 : 2ème Rapport : 15 nov 202 : 75% 3ème Rapport : Fin du Projet : 100%	80%	L'antenne régionale de BIANCO à Sambava est opérationnelle. Les structures anti-corruption (STAC) sont mises en place dans chaque commune d'intervention est les responsables ont été formés. Outre les STAC, les structures de référencement (réseaux de protection de l'enfant, Comité local contre le travail des enfants, sont aussi opérationnels au niveau de chaque commune d'intervention pour recevoir des doléances.
Résultat 2 : Une meilleure collaboration entre les communautés et les forces de défense et de sécurité dans la prévention de la violence dans le	Indicateur 2.1 : Proportion des cas de violence liée à la vanille traités auprès des FDS pendant la phase de mise en œuvre du projet	25% des cas	Baisse de 30 point	- 1er Rapport -15 juin 2021 : En moins de valeur de référence - 2ème Rapport : 15 nov 2021 : - 3ème Rapport : Fin du Projet : baisse de 25 %	Baisse de plus de 30 points	Le nombre des cas de violence lié à la vanille traités ou signalés au niveau des Communes d'intervention a connu une baisse plus de 50% selon les statistiques communales. Trois communes d'intervention ont témoigné que depuis cette année 2021 elles n'ont enregistré aucun cas de violence liée à la vanille.



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
secteur de la vanille est instaurée	Indicateur 2.2: Nombre de cas de vindicte populaire dans le secteur de la Vanille	2%	Baisse de 30 point	- 1er Rapport -15 juin 2021 : En moins de valeur de référence - 2ème Rapport : 15 nov 2021 : - 3ème Rapport : Fin du Projet : baisse de 25 points	Baisse de plus de 30 points	Aucun cas de vindicte populaire lié à la vanille n'a été traité ou signalé au niveau de brigade de la gendarmerie relatif aux vindictes populaires dans les 7 communes d'intervention.
Produit 2.1 Les communautés disposent des capacités requises pour prévenir les diverses formes de violence dans le secteur de la vanille	Indicateur 2.1.1 Pourcentage des jeunes et enfants des communes d'intervention ayant compris les questions de prévention de la violence dans le secteur de la vanille (désagrégé par âge et sexe)	44,8%	60%	- 1er Rapport -15 juin 2021 : 48% - 2ème Rapport : 15 nov 2021 : 55% - 3ème Rapport : Fin du Projet : 60%	60%	Cet indicateur est dans le temps. Plus de 60% des participants aux séances de formation ont affirmé avoir amélioré leurs compétences (Pré-post test) Des activités de sensibilisation au niveau communautaire impliquant les acteurs clés portant sur les thèmes « vivre ensemble et en paix » et « respect mutuel dans la communauté » « engagement des autorités locales aux cotes des jeunes » ont été réalisées et des contenus diffusés au niveau des stations radios locales partenaires avec la mise en place des points d'écoute radiophonique ciblant surtout les jeunes et les émissions radiophoniques thématiques réalisées par les Jeunes Reporters Clubs et les professionnels médias locaux. En plus, et par les activités de sensibilisation de masse lors des différentes journées organisées avec la participation active des OSC jeunes au niveau local.
	Indicateur 2.1.2 Existence de mécanismes fonctionnels pour la	Non	Oui	1er Rapport -15 juin 2021 : Non 2ème Rapport : 15 nov 2021 : Oui	OUI	Les plans locaux de sécurité sont élaborés et mis en œuvre. Les réseaux de protection de l'enfant (RPE) sont mis en place et redynamisés. Les capacités des comités de vigilance villageois ont été renforcées.



	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
	prévention de la délinquance des jeunes			3ème Rapport : Fin du Projet : Oui		
Produit 2.2 Les communes d'intervention ont mis en œuvre des plans d'actions en collaboration avec les FDS pour réduire les violences dans le secteur vanille et lutter contre l'insécurité	Indicateur 2.2.1 Nombre de communes ayant mis en œuvre un plan d'action pour réduire les violences dans le secteur vanille et lutter contre l'insécurité	0	6	- 1er Rapport -15 juin 2021 : 0 - 2ème Rapport : 15 nov 2021 : 6 - 3ème Rapport : Fin du Projet : 6	06	Les plans locaux de sécurité ont été élaborés par les communes avec l'élaboration du plan opérationnel standard en collaboration avec les FDS.
	Indicateur 2.2.2 Nombre de type de mécanismes d'alertes et de réponses de sécurité opérationnels	0	3 types de mécanisme par commune	- 1er Rapport -15 juin 2021 : 0 - 2ème Rapport : 15 nov 2021 : 3 - 3ème Rapport : Fin du Projet : 3	3	Les mécanismes d'alertes et de réponses de sécurité au niveau de la commune seront formalisés et redynamisés. - Comité de vigilance villageois - Le Comité d'application de Convention collective (Dinam-paritra) - Le réseau de protection de l'enfant
Résultat 3 : D'ici la fin du projet, les jeunes vulnérables et à risque de s'engager dans la criminalité et violence liée à la filière vanille ont une résilience renforcée	Indicateur 3.1 : Pourcentage de jeunes bénéficiaires qui sont résilients aux risques de violence et de délinquance (Désagrégé par âge et sexe)	17,6%	75%	- 1er Rapport -15 juin 2021 : Valeur de référence - 2ème Rapport : 15 nov 2021 : 50% - 3ème Rapport : Fin du Projet 75%	Plus de 75%	Les enfants détenus à la Maison Centrale d'Antalaha (Quartier de mineurs) ont bénéficié des mesures et d'accompagnement psychosocial destinées à renforcer la résilience des jeunes. Certains d'entre eux qui ont rempli les critères ont suivi des formations professionnelles.
	Indicateur 3.2 Pourcentage des jeunes arrêtés pour vol de vanille	65,4%	Diminution de 30 points	- 1er Rapport -15 juin 2021 : Valeur de référence - 2ème Rapport : 15 nov 2021 : 50%	Plus de 50%	Les statistiques au niveau de la Direction régionale de l'administration pénitentiaire ont montré une baisse de plus de 50% du nombre des jeunes arrêtés pour vol de vanille de 2019 à 2021.



	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
				- 3ème Rapport : Fin du Projet : Moins de 25%		
	Indicateur 3.3 Taux de récidive des jeunes pris en charge dans le cadre du projet	3%	Diminution de 30 points	- 1er Rapport -15 juin 2021 : Valeur de référence - 2ème Rapport : 15 nov 2021 : Diminution de 20 points - 3ème Rapport : Fin du Projet : Diminution de 30 points	Baisse de plus de 30 points	Les statistiques au niveau de la Direction régionale de l'administration pénitentiaire ont montré qu'aucun jeune libéré ayant bénéficié de formation en prison n'a récidivé.
Produit 3.1 1 Les jeunes vulnérables et à risque de délinquance sont engagés en tant qu'acteurs de la paix	Indicateur 3.1.1 Pourcentage de jeunes issus de groupes cibles ayant des connaissances améliorées sur la consolidation de la paix pour devenir acteur de la paix	48,1%	80%	- 1er Rapport -15 juin 2021 : 60% - 2ème Rapport : 15 nov 2021 : 80% - 3ème Rapport : Fin du Projet : 80%	80%	Bien que cet indicateur sera mesuré par une enquête, on peut dire que cet indicateur a bougé. Les différentes activités touchant les jeunes concourent à l'amélioration de connaissances des jeunes sur la consolidation de la paix et ils sont très impliqués comme acteurs dans des différentes actions et initiatives prises pour la consolidation de la paix au niveau de terrain.
	Indicateur 3.1.2 Nombre d'initiatives de paix menées par les jeunes acteurs de la paix	0	Au moins trois initiatives	- 1er Rapport -15 juin 2021 : Non - 2ème Rapport : 15 nov 2021 : Oui - 3ème Rapport : Fin du Projet : Oui	OUI	Les activités vont se poursuivre tout au long du projet. Ce sont des activités continues. Il s'agit des activités réalisées par les Youth peacebuilder (YPB), les jeunes pairs éducateurs, les Réseaux des jeunes reporters club, les jeunes scouts et d'autres associations dans le cadre des activités de dialogue Communautaire et de sensibilisation de masse.



	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
Produit 3.2 Les jeunes vulnérables et à risques cibles disposent des compétences pour la vie et/ou professionnelles	Indicateur 3.2.1 Pourcentage de jeunes dont les capacités en matière de compétences de vie sont renforcées (désagrégé par âge et sexe)	46,7%	60%	<ul style="list-style-type: none"> - 1er Rapport -15 juin 2021 : Valeur de référence - 2ème Rapport : 15 nov 2021 : 60% - 3ème Rapport : Fin du Projet : 60% 	60%	Les résultats ont été atteints. Les résultats pré-post test de la formation en lifeskills ont montré que plus de 70% des participants ont eu de connaissance améliorée en matière de life skills Le renforcement des capacités des associations des jeunes et des jeunes à risque en approche Common Ground s'est aussi réalisé et a donné des résultats identiques.
	Pourcentage de jeunes bénéficiaires de la formation et de l'accompagnement qui ont été inséré professionnellement ou créé son propre emploi	13,8%	20%	<ul style="list-style-type: none"> - 1er Rapport -15 juin 2021 : Valeur de référence - 2ème Rapport : 15 nov 2021 : 20% - 3ème Rapport : Fin du Projet : 20% 	Valeur de référence	Sauf pour le Centre de Fiaremagna à la Maison Centrale d'Antalaha, les formations sont en cours dans les deux régions. 146 jeunes sont en formation actuellement à Diégo, 145 jeunes à Sambava /Antalaha et 100 nouveaux jeunes en phase de sélection pour le district d'Ambanja. Le suivi de l'efficacité externe de formation se fera à partir du fin de cycle de formation de ces jeunes apprenants.
Produit 3.3 Les enfants en conflit avec la loi incarcérés dans la maison centrale d'Antalaha bénéficient des services de rééducation et des alternatives à la détention pour prévenir la récidive	Indicateur 3.3.1 Pourcentage d'enfants ayant bénéficié de mesure alternatives à la détention prononcées par le juge des enfants (désagrégé par âge et sexe)	0%	10% des jeunes en conflit avec la loi bénéficient de mesures alternatives à la détention	<ul style="list-style-type: none"> - 1er Rapport -15 juin 2021 : Valeur de référence - 2ème Rapport : 15 nov 2021 : 5% - 3ème Rapport : Fin du Projet : 10% 	10,5%	Depuis le début du projet, 10 enfants en conflit avec la loi à la maison centrale d'Antalaha ont bénéficié des mesures de liberté surveillée (94 enfants détenus au moment du rapport).
	Indicateur 3.3.2 Pourcentage de jeunes en conflit avec la loi dont les connaissances en	0 %	80%	<ul style="list-style-type: none"> - 1er Rapport -15 juin 2021 : Valeur de référence - 2ème Rapport : 15 nov 2021 : 60% 		Tous les enfants en conflit avec la loi incarcérés dans le Quartier de mineurs de la Maison Centrale d'Antalaha vont bénéficier de la formation en life skills, la formation des formateurs a eu lieu durant le mois d'octobre, le démarrage des sessions au profit des



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
	matière de compétences de vie sontrenforcées (désagrégé par âge et sexe)			- 3ème Rapport : Fin du Projet : 80%		enfants est planifié pour la deuxième semaine du mois de Novembre
	Indicateur 3.3.3 Pourcentage de jeunes en conflit avec la loi ayant acquis des compétences professionnelles (désagrégé par âge et par sexe)	7,1%	65%	- 1er Rapport -15 juin 2021 : 45% - 2ème Rapport : 15 nov 2021 : 65% - 3ème Rapport : Fin du Projet : 65%	Plus de 65%	120 enfants et jeunes détenus dans l'établissement pénitentiaire d'Antalaha de 13 à 35 ans impliqués dans le cas de vol de vanille et des affaires connexe à la vanille ont bénéficié d'une formation professionnelle qualifiante en maçonnerie, pisciculture, menuiserie bois, techniques agricoles et élevage et un module transversal qu'est le civisme et la paix.